

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 01/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAUTER auf den ensisheimerweg

105 route de St Louis
68220 Hégenheim

Références : 0006700224_2023_01_26_GMR-Sauter-Suite MD
Code AIOT : 0006700224

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 sur la carrière SAUTER auf den ensisheimerweg implantée lieu dit " auf den ensisheimerweg" ZERC2 68740 BLODELSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUTER auf den ensisheimerweg
- lieu dit " auf den ensisheimerweg" ZERC2 68740 BLODELSHEIM
- Code AIOT : 0006700224
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de Blodelsheim est autorisée par arrêté préfectoral du 3 août 2004 modifié. L'exploitation à sec et en eau est autorisée jusqu'en 2033.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suite donnée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Aménagements de remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 30-1-1 modifié	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Echéance de réalisation d'aménagement de la zone Ouest du plan d'eau	AP de Mise en Demeure du 08/03/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté la réalisation des travaux prévus. Le talus en partie ouest du plan d'eau a été planté de différents arbres et arbustes et la zone de haut fond a été réalisée (partie nord-ouest du plan d'eau).

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant du respect des prescriptions sur le plan technique (caractéristiques de la zone de hauts-fonds, nature des essences plantées).

L'exploitant devra justifier (délai de 15 jours) du respect des pentes et du profil de la zone de haut fond ainsi que du type de plantations mises en place comme cela est indiqué au constat n°2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des délais de remise en état partielle

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/03/2022, article 2	
Thème(s) : Autre, Remise en état partiel (zone Ouest)	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : [Article 2 de l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 08/03/2022 modifié par l'Arrêté Préfectoral du 25/03/2022 (modification du délai de 6 mois à 10 mois).] Article 2 : Dans un délai de [10 mois], l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 30-1-1 de l'arrêté préfectoral du 03 août 2004 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2021 susvisé : « (...) Les aménagements sont réalisés dans le respect du phasage d'exploitation et de la libération des terrains pouvant donner lieu à la réalisation des aménagements, et a minima :	
Aménagements et plantations de la banquette, du talus et de la bande de 10 m de large en pieds du talus, sur la limite Ouest de la carrière	Avant le 1 ^{er} janvier 2019
(...)	(...)
Aménagements de la zone de hauts fonds/roselière de l'angle Nord-Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2022
Aménagements des zones de berge graveleuse de la berge Ouest du plan d'eau	Avant le 1 ^{er} janvier 2022
(...)	(...)

Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le talus à l'ouest du plan d'eau a été planté de divers arbres et arbustes.



La zone de haut fond a également été réalisée.



Selon un relevé topographique transmis par l'exploitant (courriel du 31 janvier 2023), la zone de haut fond se situe à une altitude de 201 mNGF à 202 mNGF.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2004, article 30-1-1 modifié	
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions de remise en état (partielle)	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée :	
(...)	
	(...)
berge Ouest	<ul style="list-style-type: none"> - banquette périphérique recouvert de terre de découverte - talus de pente 1/1,5 recouvert de terre de découverte - bande de terrains hors d'eau, d'environ 10 m de large, recouverte de terre de découverte - plantation d'espèces locales (***) sur la banquette, le talus et la berge recouverte de terre. - chemin (5 m de large) à sec et au moins à la cote 204 mNGF. <p>Puis en bordure plan d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - partie Nord de la berge (angle Nord-Ouest du plan d'eau) : zone de hauts fonds (*) d'au moins 13 m de largeur à la cote 202,50 m NGF coté la berge, 201,50 mNGF coté plan d'eau à 10 mètres et 201,20 mNGF coté plan d'eau à 13 mètres, et développement d'une roselière, - partie médiane de la berge : surface à sec conservée à l'état graveleux à la cote 204 mNGF (berge sinueuse de largeur variant de 4 à 15 m), - partie Sud de la berge: surface à sec conservée à l'état graveleux à la cote 204 mNGF.
	(..)
(...)	
<p>Constats : Le jour de la visite, il a été constaté que les aménagements ont été réalisés. Cependant, il n'a pas été possible de s'assurer de la conformité de ces derniers.</p> <p>L'exploitant transmettra un relevé du profil de la zone réalisée par un géomètre expert. Il justifiera alors du respect des cotes et des pentes imposées à l'article 30-1-1 (talus de pente 1/1,5 recouvert de terres de découverte, chemin (5 m de large) à sec et au moins à la cote 204 mNGF, ...).</p> <p>Par ailleurs, il transmettra les types d'espèces locales plantées. Il justifiera le cas échéant des espèces choisies. Il est rappelé qu'au sens de l'arrêté préfectoral, les essences locales sont : Chêne sessile, Charme, Orme champêtre, Erable champêtre, Merisier, Alisier, Cornouiller sanguin, Prunellier, Camérisier à balai,...</p> <p>Ces éléments devront être transmis dans un délai de 15 jours.</p>	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	